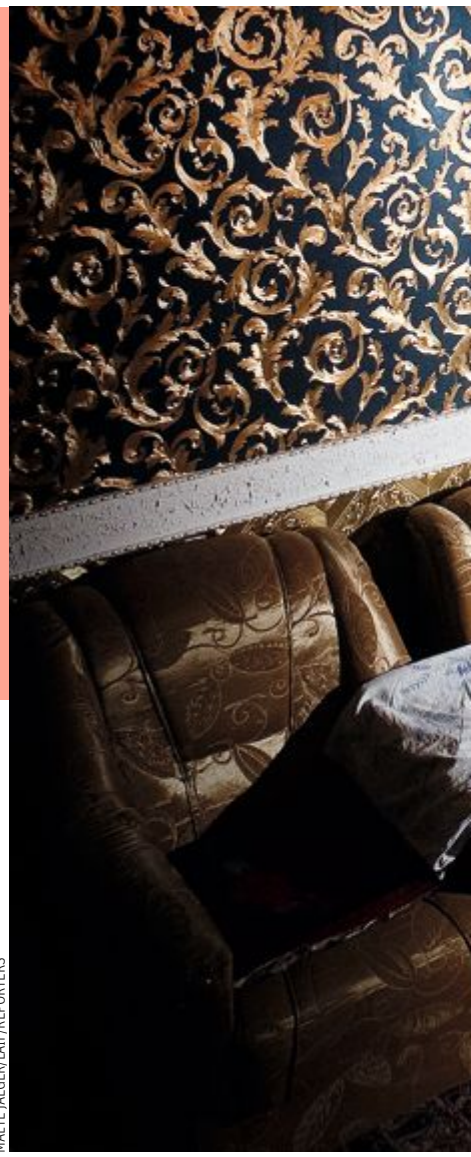
Tourner la page du modèle de croissance

Entretien : **Pierre-François Lovens**



MALTE JAEGER/LAIF/REPORTERS

“Il faut inventer un modèle de société radicalement nouveau”

Avec Kevin Maréchal, vous avez présidé les travaux de la commission “Quelle économie dans une ère post-croissance ?” [1]. Le point de départ est d’affirmer que nos économies développées ne renoueront plus, sur le long terme, avec des taux de croissance élevés. Sommes-nous condamnés à avoir une croissance faible, voire nulle ?

Il nous semble très vraisemblable que la croissance restera faible sur le long terme. Et, à supposer que le retour d’une croissance soutenue soit possible, nous pensons que ce n’est plus un objectif à poursuivre.

D.R.

ISABELLE CASSIERS
Economiste (UCL et FNRS)

Les méfaits de la croissance ont pris le dessus sur ses bienfaits ?

Un projet basé sur la recherche exclusive d’une forte croissance soulève aujourd’hui trop de problèmes (écologiques, sociaux, géopolitiques...). Depuis trente ans, la croissance n’est plus égalitaire, ce qu’elle était encore durant les Trente Glorieuses (1945-1973, NdlR). Il est nécessaire d’évoluer vers un système qui soit respectueux des contraintes écologiques et d’un partage plus égalitaire. Poursuivre la course à la production et à la consommation matérielle devient absurde. De plus en plus de gens le perçoivent et beaucoup seraient prêts à renoncer à une partie de leur confort matériel pour déployer un projet de société répondant davantage à des besoins humains, tels que le bien-être, le lien social, la convivialité...

Olivier De Schutter (UCL), membre de la commission, parle de “cage” productiviste et consumériste dont il faut s’échapper...

Tout à fait. On prend de plus en plus conscience du côté très aliénant de cette cage. Prenons l’éducation. Les parents sont aujourd’hui quasiment obligés de donner à leurs enfants les produits dernier cri (téléphones, jeux vidéo...) parce que la pression extérieure est devenue très forte. Les parents sont piégés dans un mimétisme de consommation. Et ils se rendent compte que cela se fait souvent au détriment du lien social.

Comment fait-on pour quitter cette cage ?

Il suffit de regarder tous les acteurs qui ont déjà fait le pas vers un autre mode de vie. Je pense aux villes et aux quartiers en transition, où des gens définissent des projets locaux en commun au sein desquels ils peuvent déployer des valeurs qui leur sont chères, valeurs qui étaient souvent restées en souffrance dans le modèle de croissance. On peut aussi citer les groupes d’achats locaux, les circuits courts, les monnaies complémentaires, les potagers urbains, la permaculture, l’économie du partage, le “couchsurfing” (service d’hébergement temporaire et gratuit, de personne à personne, NdlR)... Ce sont des phénomènes qui sont tous en forte augmentation.

N’est-ce pas de la nostalgie par rapport à des modes de vie anciens ?

Pas du tout ! Beaucoup de ces processus sont rendus possibles par Internet, les réseaux sociaux... Le jour où le pouvoir politique réalisera qu’en encourageant ces processus, il pourra apporter des réponses aux défis actuels (environnement, endettement, inégalités...), on se dirigera vers un basculement du système global.

Ce que vous prônez, c’est d’inventer un nouveau projet de société ?

Oui. Il faut inventer un modèle radicalement nouveau. Nous avons la conviction que c’est en train d’émerger. En même temps, comme a pu le montrer Fernand Braudel en analysant l’émergence du capitalisme, les transitions d’un système à l’autre sont des processus longs. La transition –vers un post-capitalisme ?– peut prendre plusieurs décennies et provoquer des soubresauts assez brutaux. Mais il n’y a pas d’autre issue.

Vous voyez plus de risques à maintenir le modèle existant que de faire émerger une ère post-croissance ?

C’est en effet beaucoup plus risqué de ne pas préparer le virage historique vers la post-croissance. Si on ne prépare pas cette transition, on risque de passer par des phases très douloureuses sur le plan géopolitique, climatique, social, etc.

Pourquoi est-ce si urgent de tourner la page du modèle de croissance ?

La revue “Nature” a publié en 2009, avec mise à jour cette année, un schéma très éclairant. On y voit dix domaines physiques gravement menacés. Le climat en est un, mais il y a aussi l’acidification des océans, la perte de biodiversité, la pression sur l’eau potable... C’est impressionnant ! Le monde est – ou devrait être – en état d’alerte. Ne pas le voir et ne pas réagir serait irresponsable.

D.R.

KEVIN MARÉCHAL
Economiste (ULB et ULg)

(1) Mme Cassiers s’exprime ici en son nom propre, sur base des textes et discussions internes qui ont alimenté la “Commission 4” du Congrès des économistes.

“La motivation

En 2000, dans “La Libre”, vous appeliez déjà à “changer de cap” au risque, sinon, de “rentrer dans le mur”... Quinze ans plus tard, on ne semble ni avoir changé de cap économique, ni être rentré dans le mur. Vous étiez trop pessimiste ?

On pourrait effectivement croire que, quinze ans plus tard, je raconte toujours la même chose et que je me trompe de diagnostic. Pourtant, même si le cap semble inchangé, la situation évolue. Un nombre largement accru d’acteurs affirment que le cap de la croissance n’est plus tenable. Depuis la crise financière de 2008, puis avec la prise de conscience de la menace climatique, ces acteurs affinent la réflexion sur la transition et n’attendent plus, pour agir, qu’un changement de cap soit décrété par une autorité politique. Et ça, c’est neuf.

Qui sont ces acteurs dont vous parlez ?

Il y a, d’une part, un nombre croissant de scientifiques, d’intellectuels, de penseurs, qui publient des ouvrages sur la transition écologique et sociale. On voit aussi émerger un peu partout des mouvements et des manifestes qui associent intellectuels et société civile, comme “Tout autre chose” chez nous. Le changement vient parfois d’où on ne l’attend pas : voyez l’ency-

© S.A. IPM 2015. Toute représentation ou reproduction, même partielle, de la présente publication, sous quelque forme que ce soit, est interdite sans autorisation préalable et écrite de l'éditeur ou de ses ayants droit.

• Le 21e Congrès des économistes se tient, ce jeudi, à Liège.

• Face à la panne de croissance, certains économistes envisagent déjà la post-croissance.

• C'est le cas d'Isabelle Cassiers, professeur d'économie à l'UCL et chercheur qualifié du FNRS. Rencontre.

Le "couchsurfing" (hébergement temporaire et gratuit) fleurit de toutes parts, comme ici, dans une maison de Bishkek, capitale du Kirghizistan. C'est l'un des exemples de la "transition" vers un modèle post-croissance.

n'est pas le profit, mais le lien social"

clique "Laudato Si", par laquelle le pape François prône une écologie intégrale et condamne très sévèrement le techno-capitalisme et le comportement de la minorité des 10 % des gens les plus aisés. Enfin, il y a tous les acteurs de terrain qui ont, d'ores et déjà, emprunté le chemin de la transition.

Quelle est finalité de cette transition ?
La motivation n'est pas le profit, mais bien le lien social. Le "couchsurfing" est un très bon exemple : vous contactez quelqu'un qui met à disposition son divan pour vous loger et cette personne n'en tirera pas d'autre bénéfice que d'avoir fait votre rencontre. On est donc dans le registre de l'entraide, du partage, de la communauté. Cela répond au dessèchement qu'a généré un monde trop marchandisé. Plusieurs contributions de la Commission 4 du Congrès suggèrent que si nous sommes en panne de croissance, c'est parce que nous avons été au bout de tout ce qu'il était possible de transformer en machandise, et qu'à l'inverse, ce sont certaines formes de démarchandisation qui permettent d'accroître la qualité du bien-être.

Vous fixez trois balises à respecter sur la voie de la transition. Quelles sont-elles ?
Dans toutes les expériences de transition, on retrouve en effet systématiquement trois valeurs essentielles : le respect des limites écologiques, l'équité dans la répartition et la promotion de l'autonomie (au sens de participation à la construction des normes).

"Le changement vient parfois d'où on ne l'attend pas : voyez l'encyclique Laudato Si."

ISABELLE CASSIERS

Qu'attendez-vous des pouvoirs politiques, économiques, sociaux ?
La première chose qu'on pourrait attendre d'eux, c'est de ne pas étouffer les initiatives de transition, de prendre conscience que celle-ci est en marche. Ce serait d'ailleurs utile pour eux de la soutenir.

Par quel type de soutien ?
Il peut prendre des formes multiples. Favoriser, par exemple, à tous niveaux et dans toute décision (par la fiscalité, les lois et règlements, etc.), le respect des trois principes que je viens d'énoncer. Encourager, aussi à tous niveaux, une réflexion sur les finalités, sur les valeurs essentielles qui serviront de guide à l'action collective. Proposer une "vision", un objectif commun à atteindre, en renforçant l'exercice de la démocratie. Faire peser le poids de la fiscalité sur les comportements irrespectueux de l'environnement et subventionner les expériences de transition.

Mode d'emploi

Un travail d'équipe

Dix auteurs, huit contributions. La commission présidée par Isabelle Cassiers (Professeur d'économie à l'UCL et Chercheur qualifié du FNRS) et Kevin Maréchal (Chargé de recherches et membre du comité de direction du CEESE-ULB et Maître de conférence à Gembloux Agro-Bio Tech/ULg) avait une ambition : tenter de penser la post-croissance. Les dix auteurs ayant participé à la réflexion ont veillé, au-delà de leurs travaux respectifs, à se mettre d'accord sur quelques grandes propositions [1]. Outre Mme Cassiers et M.Maréchal, la commission "L'économie dans une ère post-croissance" se composait d'Eloi Laurent (OFCE/Sciences Po et Stanford University), Dominique Méda (Paris-Dauphine, Irisso et FMSH, Collège d'études mondiales), Bernard Perret (CGED, France), Thierry Bauwens (ULg et Oxford University), Sybille Mertens (ULg), Stephan Kampelmann (ULB et University of Stuttgart), Géraldine Thiry (UCL) et Olivier De Schutter (UCL).

→ *(1) http://www.congresdeseconomistes.be/*

© S.A. IPM 2015. Toute représentation ou reproduction, même partielle, de la présente publication, sous quelque forme que ce soit, est interdite sans autorisation préalable et écrite de l'éditeur ou de ses ayants droit.